



LA VOIX DES TRAVAILLEURS

Participation des travailleurs

Édition spéciale de la newsletter de la CES

Restructurations et anticipation du changement

L'heure est venue de renforcer la participation des travailleurs

Au cours des deux dernières décennies, la CES, conjointement avec les fédérations syndicales européennes, a été étroitement associée au débat européen sur les moyens d'améliorer les conditions-cadres pour les syndicats, les représentants des travailleurs et chacun des travailleurs dans le contexte des restructurations d'entreprises.

Cela concerne l'anticipation ainsi que le traitement et la gestion des opérations de restructuration tant à l'échelle nationale que transfrontalière. Dans le cadre d'études et de projets de coopération menés par les syndicats, dans les contextes et événements du dialogue bilatéral et tripartite au plan européen, les syndicats européens ont souligné la nécessité d'un renforcement considérable des droits des travailleurs afin d'assurer la gestion correcte des restructurations d'entreprises et de développer les capacités d'anticipation du changement.



Dans le cadre de son plan d'action pour la participation des travailleurs, la CES a réalisé en 2015 et en 2016 un certain nombre d'activités sur la question des restructurations. A titre d'exemple, un événement de haut niveau réunissant les affiliés nationaux de la CES ainsi que les FSE s'est tenu à Lisbonne en juin 2015, et un rapport de synthèse sur la question a clairement mis en évidence l'insuffisance du cadre législatif existant, en particulier au vu des nouveaux défis posés par les évolutions déstabilisatrices liées à la numérisation.

Peter Scherrer, Secrétaire général adjoint de la CES, a lancé un appel en faveur d'un nouveau départ pour l'information, la consultation et la participation des travailleurs : « *Afin de garantir la quantité et la qualité des emplois, les représentants des travailleurs aux plans local, national et européen, ainsi qu'aux conseils d'administration des entreprises,*

doivent recevoir une information adéquate à un stade précoce, et être en mesure de présenter d'autres solutions. C'est pourquoi la CES fait campagne pour un renforcement des droits des travailleurs et demande l'adoption d'une directive horizontale établissant une nouvelle architecture intégrée pour la participation des travailleurs. »

Rapport de synthèse

Les données disponibles montrent que le fonctionnement satisfaisant de la participation des travailleurs au conseil d'administration contribue à l'amélioration des résultats de l'entreprise, y compris dans le contexte de la gestion du changement et des restructurations.

[Plus d'informations](#)



Expliquer l'essentiel : trois clips vidéo sur les restructurations et la nécessité de renforcer la voix et la participation des travailleurs dans les restructurations

Ces trois clips ont été réalisés dans le cadre du plan d'action de la CES pour la participation des travailleurs en 2015.

[Faits et chiffres. Formes et raisons de la restructuration](#)
[Effets sur l'emploi et la participation des travailleurs](#)
[Une mosaïque de droits](#)



Les comités d'entreprise européens et le Brexit

La CES tient à assurer les syndicalistes que rien ne changera pour les CEE au cours des négociations sur le Brexit, qui sont censées durer au moins 2 ans après le déclenchement de l'article 50.

Il est important de souligner que la directive sur les CEE a été transposée dans le droit britannique et que la législation actuelle servira de référence, à moins que le Royaume-Uni, à la suite du Brexit, ne l'annule ou ne la modifie. La CES espère par conséquent que tous les collègues britanniques dans les CEE seront également en mesure de réaliser leur travail nécessaire à l'avenir.

Le cadre de qualité de l'Union européenne pour l'anticipation des changements et des restructurations : totalement insuffisant

Est-ce cela l'avenir du travail en Europe ? La restructuration fait partie du quotidien de nombreux comités d'entreprise européens, comités d'entreprise nationaux, délégués syndicaux et autres représentants des travailleurs. La

CES a déjà affirmé que le « cadre de qualité de l'Union européenne pour l'anticipation des changements et des restructurations » de la Commission européenne n'est pas le moyen approprié pour aborder les restructurations, mais se

résume à un « vœu pieux » qui repose pleinement sur l'action volontaire.

Prochainement, la Commission aura une nouvelle occasion de se montrer plus utile en proposant une amélioration de la directive sur les CEE, qui fait actuellement

l'objet d'une réforme. La présentation de l'opinion de la Commission, prévue pour

juin 2016, a été reportée. La CES espère que la Commission formulera ses

propositions au moment de la conférence annuelle 2016 sur les CEE.



[Plus d'informations](#)

Comités d'entreprise européens : trop peu sont en mesure de faire face aux restructurations de façon adéquate

Une enquête réalisée auprès des coordinateurs syndicaux, dans le cadre de l'action de la CES pour la participation des travailleurs, en collaboration avec industriAll, UNI Europa, l'EFFAT, la FSESP, la FETBB et l'ETF entre l'automne 2015 et le printemps 2016, révèle que la gestion des restructurations nationales constitue la tâche et le défi les plus importants pour les CEE.

L'enquête montre que le CEE, comme seul organe transnational pour la représentation, l'information et la consultation des travailleurs, peut apporter une réelle valeur

ajoutée pour les intérêts des travailleurs et des entreprises. Cette enquête souligne néanmoins que la majorité des CEE ne fonctionnent toujours pas de manière satisfaisante et que le cadre législatif doit être amélioré.



[Plus d'informations](#)

La CES appelle l'UE à renforcer la participation des travailleurs dans les conseils d'administration des entreprises européennes

Les données disponibles montrent que le fonctionnement satisfaisant de la participation des travailleurs au conseil d'administration contribue à l'amélioration des résultats de l'entreprise, y compris dans le contexte de la gestion du changement et des restructurations.



[Plus d'informations](#)

Position de la CES pour un nouveau cadre relatif aux droits à l'information, à la consultation et à la représentation dans les conseils d'administration

La première partie du document de position de la CES sur un nouveau cadre européen pour les droits à l'information, à la consultation et à la représentation dans les conseils d'administration a été adoptée par le Comité exécutif de la CES lors d'une réunion extraordinaire le 13 avril 2016. La seconde partie a été adoptée le 9 juin 2016 et complète la position de la CES.

[Plus d'informations](#)

La CES s'oppose à la proposition SUP (société unipersonnelle), susceptible d'encourager le développement des sociétés boîtes aux lettres « de type Panama » en Europe

Pour la première fois, la Commission européenne a présenté une proposition de nouvelle forme juridique de société européenne sans aucune disposition relative à la participation des travailleurs. La SUP pourrait d'ailleurs être utilisée afin d'éviter la participation des travailleurs. C'est l'une des principales raisons pour lesquelles la CES est opposée à cette proposition. Mais il y d'autres raisons : dans une lettre ouverte au Parlement européen, la CES a averti que des milliers de sociétés boîtes aux lettres ont été créées à Panama du fait que les entreprises ont été autorisées à inscrire leur siège social dans un lieu différent de celui où elles exercent leurs activités et réalisent des bénéfices. Cette dichotomie est expressément autorisée dans la proposition SUP.

[Plus d'informations](#)



La CES est heureuse d'inviter les membres des CEE à sa conférence annuelle sur les comités d'entreprise européens

La conférence se tiendra les 12 et 13 octobre 2016 à la Maison syndicale internationale, à Bruxelles. Deux thèmes principaux sont au programme de la conférence 2016 :

1. État des lieux : de la refonte à la réforme des CEE. Quel est le point de vue de la Commission et la perspective des fédérations européennes et des syndicats nationaux ?
2. Comment orienter avec succès la pratique des CEE à l'ère numérique ? Les CEE à l'ère numérique : nouvelle organisation du travail, nouvelles technologies, protection des données, droit à la déconnexion, travail organisé dans le cadre de plateformes en ligne, etc.

[Conférence CEE - Invitation \(connexion requise\)](#)

[Conférence CEE - Projet de programme \(connexion requise\)](#)

[Abonnez-vous à notre newsletter mensuelle](#)



Avec le soutien financier de la Commission européenne